

## **Déconfinement : l'art et la science**

**Jean Pisani-Ferry**

On ne sait pas encore quand commencera le déconfinement mais on sait, depuis les déclarations du Premier ministre, qu'il se fera pas à pas. On connaît déjà les questions qu'il va poser : quelles contraintes lever et à quel rythme ? Comment minimiser les risques sanitaires d'une reprise du travail ? Et, a contrario, comment tirer le meilleur parti économique des marges de manœuvre que dégagera le ralentissement de la pandémie ?

Il ne s'agira pas – comme l'avait suggéré Donald Trump le 22 mars, avant de se raviser – de choisir entre l'économie et la santé. Les pressions des milieux d'affaires seront fortes, mais aucun responsable ne peut délibérément conduire les hôpitaux au point de rupture et voir la mortalité tripler en conséquence. Ce serait d'ailleurs un bien mauvais calcul : aux États-Unis, lors de la grippe espagnole de 1918-1920, les États et villes qui ont opté pour un confinement précoce et strict ont fini par créer plus d'emplois que les autres<sup>1</sup>.

C'est seulement une fois la progression du virus stoppée (c'est-à-dire après que la distanciation sociale aura ramené en-dessous de 1 le nombre de personnes qu'un porteur de virus infecte lui-même) qu'il sera légitime de raisonner économie. Cette étape est attendue pour la fin du mois, c'est à cette échéance qu'il faut imaginer la stratégie de déconfinement.

Dans un mois, la chute de l'activité sera sans doute plus profonde que les -35% estimés fin mars par l'Insee : hors administrations elle approchera sans doute les 50%. Sur les quelque 20 millions de salariés de droit privé du début 2020, une moitié environ sera sans doute en activité, très majoritairement en télétravail. Pour l'autre ils seront soit en chômage partiel (ils sont 4 millions et l'OFCE en attend 6), soit en arrêt-maladie pour s'occuper de leurs enfants, soit sans emploi<sup>2</sup>. Si la France avait réagi comme les États-Unis, nous aurions déjà 2 millions de chômeurs de plus. L'activité partielle nous l'évite – même si les CDD, intérimaires et autoentrepreneurs subissent le choc de plein fouet.

Il ne sera évidemment pas possible de remettre en marche d'un seul coup cette France en panne. La priorité, ce sera d'abord la sécurité de celles et ceux qui sont restés sur leur lieu de travail : soignants, caissières, transporteurs. C'est à eux qu'il faudra destiner les premiers tests disponibles. Puis, progressivement, on pourra faire redémarrer des entreprises. Pour rassurer des salariés amenés à se côtoyer quotidiennement, il faudra faire pratiquer sur le lieu de travail des tests fiables par des professionnels indépendants. Ce sera long.

Si les actifs immunisés sont suffisamment nombreux, et si l'on dispose de tests sérologiques permettant de les identifier, ils pourront reprendre le travail en toute sécurité. Mais les estimations actuelles suggèrent qu'ils restent très minoritaires (1 à 7% au 26 mars selon l'*Imperial College* de Londres)<sup>3</sup>. Et s'il se peut que la pandémie, dont les paramètres sont

---

<sup>1</sup> Voir [https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract\\_id=3561560](https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=3561560)

<sup>2</sup> Voir <https://www.ofce.sciences-po.fr/pdf/pbrief/2020/OFCEpbrief65.pdf>

<sup>3</sup> Voir <https://www.imperial.ac.uk/media/imperial-college/medicine/sph/ide/gida-fellowships/Imperial-College-COVID19-Europe-estimates-and-NPI-impact-30-03-2020.pdf>

cernés avec encore beaucoup d'imprécision, soit en fait plus contagieuse et moins létale qu'on ne le croit, rien ne permet de l'assurer.

Le plus probable est donc que la reprise de l'activité sera très graduelle. En ce cas le défi pour les responsables publics sera d'allouer au mieux un capital terriblement limité de « rapprochement social » dans le but maximiser l'impact économique de leurs décisions.

Le problème est redoutable. Comme le montre un travail de recherche récent, ce ne sont pas tant la fermeture des commerces et des spectacles qui expliquent aujourd'hui le bas niveau de l'activité économique<sup>4</sup> que la fermeture des écoles, l'indisponibilité des salariés et les effets en retour de la chute de production des secteurs amont. Face à un tel système surcontraint, il est facile de se tromper et de lever des contraintes dont l'effet est marginal. À l'inverse, certaines limitations ont un caractère critique.

Sera-t-il, par exemple, utile de favoriser le retour dans leurs bureaux de salariés des entreprises qui fonctionnent aujourd'hui largement en télétravail ? A priori, ces entreprises ont réussi à maintenir un niveau élevé d'activité et ce ne sera pas prioritaire. Mais certaines fonctions peuvent être critiques et leur absence peut handicaper la productivité de tous.

Qui plus est, il est probable que lorsque les ménages pourront se remettre à consommer autre chose que des produits alimentaires et du numérique, ils se précipiteront sur les produits dont ils auront été privés. Ils auront du pouvoir d'achat car les trois-quarts d'entre eux (retraités, fonctionnaires, télétravailleurs, chômeurs...) auront vu leurs revenus préservés, quand leur consommation aura baissé d'au moins un tiers. Une forte demande risque donc de se déverser sur une offre sectorielle très peu élastique. Une flambée temporaire de certains prix est à prévoir, qu'il faudra s'attacher à limiter. Mais le contexte global restera certainement déflationniste et passé cet épisode, il faudra sans doute soutenir la demande.

Jamais depuis 1944 la politique économique n'a été confrontée à de telles questions. Le tâtonnement est inévitable, peut-être même un *stop and go* sur les mesures sanitaires. Mais s'il n'y a pas de stratégie sans erreur, il y a au moins une priorité : mieux connaître et comprendre une réalité aujourd'hui opaque. Car sans données, la politique sera aveugle.

---

<sup>4</sup> « Effets sectoriels de la distanciation sociale » par Jean-Noël Barrot, Basile Grassi, et Julien Sauvagnat, avril 2020.